

A Hongkong, les sociétés écrans sont au cœur de tous les trafics

MONTAGES Dans la cité portuaire, de nombreuses entreprises se sont spécialisées dans la création de sociétés écrans. La Corée du Nord s'en sert pour contourner les sanctions à son encontre. Le Hezbollah et l'Iran aussi

JULIE ZAUGG, HONGKONG

Le 24 février, vers minuit, le Xin Yuan 18, un navire enregistré aux Maldives, s'est amarré le long du tanker nord-coréen Chon Ma San, au large de la Chine. La manœuvre avait pour but de transférer du pétrole entre les deux bateaux, afin d'alimenter le régime de Pyongyang en or noir, en contravention avec les sanctions de l'ONU.

Le Xin Yuan 18 appartient à Ha Fa Trade International, une société incorporée en 2016 à Hongkong. Elle est domiciliée au 23^e étage du Lucky Plaza, une tour qui a vu de meilleurs jours dans une rue remplie de vendeurs de robinets. A cette adresse, on trouve une pièce éclairée au néon remplie de classeurs. Elle est occupée par Yirenjiaren Registration Secretary, l'une des nombreuses firmes hongkongaises qui se sont spécialisées dans la création et l'hébergement de sociétés écrans.

«Ha Fa Trade est bien l'un de nos clients mais le directeur est domicilié en Chine», glisse l'unique employée en inscrivant sur un morceau de papier le numéro de portable de Tang Yun Hui, le directeur de la société. Il ne décrochera pas.

Un carrefour mondial des boîtes aux lettres

Hongkong est un hub mondial pour les sociétés boîtes aux lettres. Sur les six premiers mois de l'année, 85 449 entreprises ont été incorporées dans la cité portuaire. «Il est incroyablement facile de créer une entreprise ici, relève David S. Lee, un professeur de droit à l'Université de Hongkong. Dans la rue, des vieux messieurs distribuent des flyers proposant de le faire pour 500 dollars hongkongais (63 francs). Ils vont vous emmener dans leur bureau, activer l'une des nombreuses sociétés dormantes qu'ils ont en stock et vous nommer directeur.»

Pour ceux qui souhaitent le faire à distance, il suffit de remplir un formulaire en ligne, de désigner un directeur – qui doit être une personne physique – et de fournir une copie de son passeport. «Cela prend moins d'une semaine et il n'y a pas de capital minimum requis», précise Laurent Liotard-Vogt, un partenaire dans l'antenne hongkongaise du cabinet Chappuis Halder & Co.

Pour assister ces créateurs d'entreprises, il existe un vaste écosystème de



Le district financier de Hongkong. (PHILIP FONG/AFP)

sociétés qui, à l'image de Yirenjiaren Registration Secretary, «s'occupent de tout: incorporer la firme, lui ouvrir un compte bancaire, recueillir son courrier», note l'expert. Depuis mars, le bénéficiaire réel de la société doit figurer sur les documents d'incorporation, mais seules les autorités hongkongaises ont accès à cette information.

Sans surprise, les sociétés domiciliées à Hongkong sont liées à toutes sortes d'activités illicites. L'an dernier, 92 115 transactions financières suspectes ont été rapportées dans la ville. A titre de comparaison, la Suisse en a enregistré 4 684 en 2017.

La Corée du Nord a fait de Hongkong sa base pour contourner les sanctions décrétées à son encontre. L'ONG américaine C4ADS a repéré 160 entreprises liées au régime ermite dans la cité portuaire.

Comptes bancaires et navires pour Pyongyang

Certaines servent de compte bancaire à Pyongyang. C'est le cas des 17 sociétés domiciliées à Hongkong appartenant à la société chinoise Dandong Hongxiang Industrial Development (DHID). Ces cinq dernières années, celle-ci a permis au régime de vendre et d'acheter pour 500 millions de dollars de biens, dont des

pièces électroniques ayant servi à développer son arsenal nucléaire. L'argent transitait par les comptes bancaires au nom de DHID en Chine et en Corée du Nord.

Autre phénomène, «de nombreuses sociétés écrans domiciliées à Hongkong détiennent des navires pour le compte de la Corée du Nord», indique David S. Lee. C'est le cas de Ha Fa Trade International, mais aussi de

«Il est incroyablement facile de créer une entreprise ici. Dans la rue, des vieux messieurs distribuent des flyers proposant de le faire pour 500 dollars hongkongais (63 francs)»

DAVID S. LEE, PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ DE HONGKONG

Huaxin Shipping, Chang An Shipping, Hongxiang Marine, Liberty Shipping ou encore Shen Zhong International Shipping, qui figurent toutes sur une liste noire dressée par les Nations unies en mars.

Elles se servent de ces navires pour exporter du charbon, du fer et des armes depuis la Corée du Nord ou pour fournir du pétrole au régime. Huaxin Shipping et Chang An Shipping ont par exemple vendu du charbon nord-coréen au Vietnam en octobre dernier.

Matériel pour le Hezbollah

Mais il n'y a pas que la Corée du Nord. La firme Unique Stars International occupe le 12^e étage d'une tour dans le quartier de Mong Kok. Elle appartient au Libanais Issam Amhaz, révèle C4ADS. Celui-ci possède une entreprise appelée Stars Group Holding à Beyrouth, qui a vendu du matériel au Hezbollah ayant servi à fabriquer des drones déployés en Syrie.

Anhui Land Group, une autre société hongkongaise radiée du registre du commerce en 2016, a pour sa part fourni des fibres de polyacrylonitrile à l'homme d'affaires iranien Hossein Pournaghshband, sous sanctions des Etats-Unis. Ce matériel a servi à alimenter le programme nucléaire de Téhéran. ■

La BCZ solde son litige fiscal aux Etats-Unis

JUSTICE Après sept ans d'enquête, le règlement du conflit concernant la clientèle de la Banque cantonale de Zurich aux Etats-Unis coûtera 98,5 millions de dollars à l'établissement

AWP

La Banque cantonale de Zurich (BCZ) est parvenue à trouver un terrain d'entente avec le Ministère américain de la justice (DoJ) dans l'épineux dossier concernant sa clientèle aux Etats-Unis. Le règlement de ce conflit coûtera la somme de 98,5 millions de dollars (97,7 millions de francs), a indiqué l'établissement cantonal dans la nuit de lundi à mardi.

«Nous sommes soulagés d'avoir, au bout de sept ans, pu mettre un terme à l'enquête par un dialogue objectif avec les autorités américaines», a souligné le président du conseil de banque, Jörg Müller-Ganz, cité dans le communiqué. Deux collaborateurs, dont un jouit désormais de sa retraite, doivent encore clore les procédures les concernant depuis leur mise en examen en 2012.

Pas d'impact sur les performances 2018

La banque assure que ces pénalités resteront sans impact notable sur ses performances en 2018, ni sur sa stabilité financière ou encore sur les gains qu'elle prévoit de redistribuer au canton et aux communes. Des provisions avaient été constituées afin d'absorber cette amende sans heurts.

Les activités transfrontalières ont été graduellement adaptées depuis le scandale en 2009 pour respecter désormais une politique «rigoureusement conforme sur le plan fiscal», concentrée par ailleurs sur des marchés principalement européens.

En outre, la banque «part du principe» que le collaborateur en activité et l'employé à la retraite mis en examen en 2012 aux Etats-Unis dans le cadre du litige fiscal pourront eux aussi bientôt clore les procédures les visant, selon le communiqué. Jusqu'à présent, le DoJ n'a pas communiqué sur l'accord passé avec la banque zurichoise.

La somme versée par la BCZ est sensiblement inférieure à celles déboursées par d'autres établissements importants inscrits en catégorie 1, c'est-à-dire ceux qui faisaient l'objet de poursuites aux Etats-Unis. A titre d'exemple, Credit Suisse avait écopé d'une amende de 2,6 milliards de dollars et la banque Julius Bär s'était acquittée d'une pénalité de 547 millions. ■

MAIS ENCORE

Les cartes de débit devancent les paiements en liquide

Les paiements par carte de débit – notamment par carte Maestro ou PostFinance – devancent les règlements en liquide en matière de dépenses totales, selon une étude de l'Université de Saint-Gall et de l'Université des sciences appliquées de Zurich publiée mardi. Dans le commerce classique, des montants inférieurs à 20 francs se règlent toujours principalement en espèces et seules des sommes plus élevées sont payées par carte.

AWP

EN BREF

Swiss Life augmente son bénéfice semestriel

L'assureur vie Swiss Life a amélioré sa rentabilité et la collecte de primes au premier semestre. Le groupe zurichois a également trouvé un remplaçant à son directeur financier à partir de l'année prochaine. Le profit net a progressé de 7% à 561 millions de francs sur les six premiers mois de l'année, tandis que le résultat d'exploitation a augmenté de 5,5% à 801 millions. Les recettes de primes ont quant à elles gagné 4% à 10,7 milliards. AWP

Geberit: rentabilité en hausse

L'équipementier de salles de bains Geberit a affiché sur les six premiers mois de l'année une croissance honorable, assortie d'une progression plus que proportionnelle de sa rentabilité. Le chiffre d'affaires du groupe saint-gallois s'est enrobé de 11,0% à 1,63 milliard de francs. Sur le deuxième trimestre, la croissance a modérément ralenti à 10,3%. Le chiffre d'affaires a atteint 807 millions de francs. AWP

Orascom réduit ses pertes

La société immobilière et hôtelière Orascom Development Holding (DH) a réduit ses pertes et amélioré les recettes au premier semestre. Le groupe uranais a poursuivi la restructuration de son portefeuille et la réduction de l'endettement. La perte nette a été ramenée à 16,4 millions de francs, contre 19,3 millions un an plus tôt. AWP

NIO veut rivaliser avec Tesla à Wall Street

Le constructeur automobile NIO, spécialisé dans les voitures électriques sophistiquées, a demandé à être coté à Wall Street, où il entend lever 1,8 milliard de dollars (presque autant en francs), et ambitionne ouvertement de rivaliser avec l'américain Tesla. NIO, jeune société financée par les géants d'internet Baidu et Tencent, fait partie des dizaines de start-up apparues ces dernières années en Chine pour profiter du boom des véhicules électriques sur le premier marché automobile du globe. AWP

PUBLICITE

LE COUP GAGNANT POUR VOTRE ÉPARGNE

Ouvrez un compte d'épargne en ligne, cumulez 4 solutions avantageuses et bénéficiez jusqu'à

2% d'intérêts supplémentaires!

AVANTAGESERVICE.CH